

## **Projet de règlement grand-ducal**

### **relatif au calcul du montant de référence et aux modalités de versement des montants visés à l'article 252 du Code civil**

---

#### **Avis du Conseil d'État**

(30 janvier 2018)

Par dépêche du 25 septembre 2017, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de la Justice.

Au texte du projet de règlement grand-ducal étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles et une fiche d'évaluation d'impact.

Les avis des autorités judiciaires, de la Chambre des salariés et de la Chambre de commerce ont été communiqués au Conseil d'État par dépêches respectivement des 2 novembre, 23 novembre et 8 décembre 2017.

#### **Considérations générales**

Le projet de règlement grand-ducal sous avis tire son fondement légal de l'article 252 du Code civil tel qu'il est proposé de le modifier par le projet de loi n° 6996<sup>1</sup> instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale (...). L'article 252, paragraphe 7, du Code civil, ainsi qu'il résulte des amendements gouvernementaux du projet de loi précité du 22 septembre 2018, dispose en effet, qu'« un règlement grand-ducal fixe la méthodologie de calcul du montant de référence, les revenus entrant en compte et les modalités de versement des montants dus et de leur restitution.

#### **Examen des articles**

Le texte du projet de règlement grand-ducal sous examen n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État quant au fond.

---

<sup>1</sup> Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification 1. du Nouveau Code de procédure civile ; 2. du Code civil ; 3. du Code pénal ; 4. du Code de la Sécurité sociale ; 5. du Code du travail ; 6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes ; 7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ; 9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ; 10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats ; 11. de la loi du 27 juin 2017 arrétant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire.

## Observations d'ordre légistique

### Observations générales

Lorsqu'on se réfère au premier article ou paragraphe, les lettres « er » sont à insérer en exposant derrière le numéro pour lire « 1<sup>er</sup> ».

Les tirets entre les numéros d'article et les intitulés d'article sont à omettre.

### Préambule

Le règlement en projet sous avis trouve sa base légale dans l'article 252, paragraphe 7, du Code civil, dans sa teneur modifiée par le projet de loi n° 6996. Étant donné que les modifications n'ont vocation à exister que par rapport au texte originel qu'ils affectent, il y a lieu de supprimer le premier visa.

Il convient d'écrire « Gouvernement en conseil » avec une lettre « c » minuscule.

### Article 1<sup>er</sup>

Lorsqu'il est fait référence à un terme latin ou à des qualificatifs tels que « *bis*, *ter*, ... », ceux-ci sont à écrire en caractères italiques.

Il est indiqué d'ajouter le terme « modifiée » entre la nature et la date de l'acte dont question, étant donné que celui-ci a fait l'objet de modifications depuis son entrée en vigueur. Par ailleurs, il faut écrire les termes « Chemins de Fer » avec des lettres « c » et « f » majuscules tel que publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour lire :

« de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ».

### Article 2

Au paragraphe 3, il y a lieu d'indiquer avec précision et de manière correcte les textes auxquels il est renvoyé, en commençant par l'article et en citant ensuite le paragraphe. Il est dès lors indiqué d'écrire « en vertu de l'article 252, paragraphe 3, du Code civil » et « en vertu de l'article 252, paragraphe 2, du Code civil ».

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 20 votants, le 30 janvier 2018.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes